

Avant-propos

Les coulisses d'une enquête financière

« Livre MLP – NE PAS DONNER SUITE. » La consigne figure en majuscules dans l'objet du courriel adressé le 28 novembre 2016 aux trente-quatre membres du « Conseil stratégique », l'équipe de campagne de Marine Le Pen¹. Quelques jours plus tôt, nous avons envoyé des demandes d'entretiens à plusieurs dirigeants du Front national. Avec cette « circulaire », David Rachline informe les troupes que l'un de nous cherche « à contacter l'entourage de Marine Le Pen en vue de la rédaction d'un livre ». Le directeur de campagne de la candidate à la présidentielle demande de ne pas répondre. « Merci de votre diligence », insiste-t-il.

« Discipline et ordre »

Pour enquêter sur la présidente du FN, son entourage et sa gestion de l'argent public, il faut d'abord contourner le mur du silence. Le 8 septembre 2016, l'un des auteurs a rendez-vous avec le trésorier du Front national, Wallerand de Saint-Just, au Vauban, un restaurant du VII^e arrondissement de Paris. Mais, le matin même, coup de fil du trésorier : « Je vous appelle pour annuler notre rendez-vous

1. Courriel en possession des auteurs.

« *Marine est au courant de tout...* »

d'aujourd'hui. On m'a redit ce matin qu'on ne vous parlait pas », annonce-t-il de but en blanc, sans cacher que cette demande émane directement de Marine Le Pen et du bureau exécutif du FN. « La discipline et l'ordre », a-t-il ajouté. À partir de cette date, Wallerand de Saint-Just ne décrochera plus son téléphone. Le numéro deux du FN, Florian Philippot a, lui, décommandé notre entretien prévu fin novembre. Le directeur de cabinet de Marine Le Pen, Nicolas Lesage, a promis de nous rappeler pour organiser une rencontre, puis plus rien.

Louis Aliot a fait le mort jusqu'à ce que nous lui envoyions des questions précises et documentées : le compagnon de Marine Le Pen nous a répondu dans les minutes qui ont suivi qu'il entendait porter plainte. Dans les couloirs du Parlement européen, lorsque nous questionnons Édouard Ferrand, le chef de la délégation des eurodéputés frontistes, sur les enquêtes judiciaires, ce fidèle de Marine Le Pen accélère le pas en lâchant qu'il n'a « absolument rien à [n]ous dire ¹ ». Même des figures extérieures au parti ² souhaiteront demander préalablement à la présidente du FN avant de nous recevoir. Ils ne rappelleront jamais.

Ni Marine Le Pen, ni son carré de fidèles n'ont répondu à nos sollicitations. Pas plus que les membres du clan familial. Sa mère, Pierrette Lalanne, a usé de mille excuses. Yann Le Pen a expliqué qu'elle souhaitait « rester en dehors de tout ça », « dans l'ombre », justifiant son choix par sa « position familiale qui n'est pas toujours facile ». Sa sœur aînée

1. Échange du 23 novembre 2016.

2. Tels François Wagner, dans le cabinet duquel Marine Le Pen a fait ses débuts d'avocate, ou Nicolay Fakiroff, un vieil ami des années passées au Palais de justice, qui défend notamment Nicolas Crochet, l'expert-comptable attitré du Front national.

Avant-propos

Marie-Caroline Le Pen-Olivier est restée silencieuse. Son mari Philippe Olivier a accepté le principe d'un entretien en juin 2016, avant de ne plus répondre – entre-temps, il a pris la tête de la cellule « Idées-Images » pour la campagne et a été investi candidat aux législatives. L'influent Samuel Maréchal, l'ex-beau-frère de la présidente du FN, fixe un rendez-vous le 25 novembre qu'il n'honore pas, prétextant avoir raté son avion en provenance d'Afrique. Malgré nos relances, il n'a plus donné de nouvelles. Sa fille, Marion Maréchal-Le Pen, n'a pas non plus souhaité nous rencontrer.

Le vieux chef, lui, nous a accordé plusieurs entretiens¹. L'exercice a toujours diverti Jean-Marie Le Pen : « Marine Le Pen, les filles Le Pen, les femmes Le Pen, Le Pen sans bandeau, Le Pen avec bandeau, Le Pen avec jumelles. J'en ai 150 des livres sur Le Pen, un de plus ! », plaisantait-il le 9 novembre 2016. Volontiers causant sur son parcours, la stratégie de sa fille, ou les chambres à gaz, qui demeurent à ses yeux « un détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, tout comme le débarquement, comme Yalta, comme le bombardement d'Hiroshima sont des détails de la guerre », le fondateur du Front national se referme comme une huître dès qu'on aborde les questions d'argent, ponctuant ses phrases de « je ne sais pas » ou « je ne me souviens plus ».

Dans la galaxie frontiste, plusieurs personnages clés ont accepté de livrer des témoignages inédits sur les arrières-cuisines du Front national. Certains d'entre eux

1. Deux au titre du journal *Marianne* fin 2016, deux au titre de *Mediapart* fin 2014. Depuis la publication d'une enquête sur le compte en Suisse caché de son assistant personnel, Jean-Marie Le Pen ne veut plus recevoir *Mediapart*.

« Marine est au courant de tout... »

appartiennent à la catégorie des hommes de l'ombre, de ceux qui naviguent aux confins de la politique et du monde des affaires. D'autres ont longtemps fréquenté le premier cercle de la présidente avant d'en sortir, volontairement ou non. D'autres encore ont bien voulu nous confier des documents exclusifs en échange de la préservation de leur anonymat. Bien que nous ayons pris le parti d'écarter au maximum les propos « off the record », il nous est arrivé d'accepter cette condition. Parce que nous avons jugé sérieuse la crainte de représailles, ou que nos interlocuteurs avaient déjà fait l'objet de menaces.

« Je vais te tuer ! »

Plonger dans les eaux profondes du parti « bleu marine », c'est également se confronter à l'hostilité de Marine Le Pen, voire aux intimidations de ses plus proches acolytes. « [Le thé] que vous avez ingurgité là, eh bien, ça va vous rendre folle, nous a lancé l'un d'eux dans une tirade sur l'art de la manipulation. Vous allez sortir et vous allez vous faire écraser, parce que vous n'avez pas vu que je vous ai mis une petite pilule qui vient directement de Russie. Vous n'avez aucune idée, aucune idée... Vous êtes une enfant de deux ans et demi ¹ ! » Le funeste scénario, imaginaire bien sûr, est signé Philippe Péninque. Ancien avocat fiscaliste, intime de Marine Le Pen, il est aussi son éminence grise sur des sujets aussi variés que le vote des classes populaires ou la fiscalité en France. Durant les quatre heures trente d'entretien passées avec lui, il ne cessera d'alterner entre vraies informations, provocations et intimidations. « Vous savez pas ce que c'est les "services", ma petite amie. Vous n'en avez aucune idée. J'ai

1. Entretien avec les auteurs, 20 décembre 2016.

Avant-propos

demandé à mes amis : la prochaine vidéo qu'il y aura sur Youtube, c'est vous en train de me caresser la zézette, OK ? »

Philippe Péninque ne manquera pas de nous préciser que le Front national est bien informé : « Vous savez, l'appareil d'État, maintenant, jusqu'au niveau commandant de police, commandant des services, commandant de la gendarmerie, c'est 97 % Front. Donc je pense qu'il y a des informations qui arrivent, on sait des choses avant le ministre. D'accord¹ ? »

« Je sais qui vous allez voir, je sais qui vous raconte ainsi de suite, je sais tout », nous a-t-il mis en garde en citant des noms.

Surnommé « Voldemort » par certains – « il est omniprésent, mais personne n'ose mentionner son nom » –, Péninque est le parrain des anciens du Groupe Union Défense (GUD). Réputé pour sa violence, ce mouvement étudiant d'extrême droite radicale a fourni à Marine Le Pen ses amitiés les plus fidèles. Au fil des années, ces militants reconvertis dans le *business* se sont infiltrés aux postes stratégiques. Aux manettes de la communication du Front national, à la direction de Jeanne, le microparti de la candidate, à la tête des finances de sa campagne, les « gudards » sont partout. Enquêter sur Marine Le Pen et sa gestion de l'argent conduit donc inévitablement à croiser la route de ces personnages absents du Journal de 20 heures.

Le 31 janvier 2015, en se rendant au siège des sociétés de ces hommes d'influence, dans le XVI^e arrondissement, l'un des auteurs est violemment pris à partie. « Je vais te tuer ! Je vais te retrouver ! Je vais t'attendre en bas de chez toi² ! »,

1. *Ibid.*

2. Edwy Plenel, « La violence du FN contre la liberté de la presse », *Mediapart*, 6 février 2015.

« *Marine est au courant de tout...* »

éructe Olivier Duguet, sous le regard d'Axel Loustau. Ces deux anciens gudards ont successivement occupé le poste de trésorier de Jeanne depuis sa création, en 2010. Bien connu des services de police, Duguet essaiera encore de nous porter un coup au visage, avant que nous ne parvenions à nous réfugier dans une brasserie voisine. Une plainte sera déposée à la Brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP)¹. « Le boulot » a été « fait »², lâchera Loustau dans un SMS. Quelques jours plus tard, la présidente du FN défendra son trésorier au micro de RTL³...

En 2016, nouvelles intimidations et nouvelle plainte. Cette fois, elles interviennent en marge d'une enquête où il est question d'Axel Loustau, catapulté par Marine Le Pen à la présidence de la fédération FN des Hauts-de-Seine en mars 2016, et de Logan Djian, chef du GUD parisien⁴. Nos questions nous ont valu des coups de fil malveillants et la réception de 140 SMS anonymes. L'expéditeur de ces messages aussi inquiétants que délirants n'était autre qu'un jeune homme proche de Djian. Identifié, il a été condamné en juin 2016⁵. La nuit du nouvel an 2017, c'est un laconique « bonne apnée » qui arrive par texto sur le portable professionnel de l'un des auteurs, en provenance d'un numéro inconnu.

1. Elle sera classée en juin 2015 par le parquet de Paris, les menaces devant être réitérées pour être caractérisées.

2. Karl Laske, « Menaces contre Mediapart : “Le boulot a été fait”, écrit le trésorier de Le Pen », *Mediapart*, 9 février 2015.

3. « Grand Jury » de RTL, 8 février 2015.

4. Mis en examen pour « violences aggravées » et incarcéré, Logan Djian fut libéré grâce à une caution de 25 000 euros. Les enquêteurs avaient tiqué sur un flux d'un même montant, versé en amont par une société créée par Axel Loustau.

5. « Enquête sur le GUD et menaces sur des journalistes : Mediapart l'emporte devant le tribunal », *Mediapart*, 15 juin 2016.

Avant-propos

Marine Le Pen peut clamer sur toutes les ondes que son parti se serait débarrassé de ses oripeaux d'extrême droite, ses hommes de confiance cultivent les vieilles pratiques¹. Loin de les condamner, elle les soutient mordicus. Il lui arrive même d'en sourire. « Faut éviter de traîner dans des endroits dangereux ! », a-t-elle lancé à deux confrères du *Monde*, en 2010, alors qu'ils avaient essuyé des menaces et crachats d'Axel Loustau, quelques jours plus tôt². Un autre incident est révélateur du climat entourant le travail des journalistes qui enquêtent sur les financements du Front national de Marine Le Pen et ses réseaux. C'était en mars 2015, lors d'un apéro organisé au siège du parti, au lendemain des élections départementales. Alors qu'un reporter de France 2 filme Nicolas Crochet, l'expert-comptable préféré de Marine Le Pen, ce dernier le saisit par la nuque et l'emmène plus loin : « Je te jure, tu me baises pas la gueule comme ça, d'accord ? » L'équipe de France 2 finit évacuée par la sécurité au prétexte qu'elle aurait posé « des questions dérangeantes³ » à Nicolas Crochet. Grand ami des « gudards », l'homme est aujourd'hui au cœur du dispositif financier du FN.

Marine Le Pen et son équipe ne tolèrent les enquêtes que lorsqu'elles ne les concernent pas. Ils répondent rarement sur le fond des dossiers, leur marque de fabrique étant la riposte judiciaire⁴. Nos nombreuses demandes d'entretien

1. Les conditions d'enquête dans le milieu d'extrême droite ont été racontées dans le livre collectif *Informé n'est pas un délit*, Calmann-Lévy, 2015.

2. Abel Mestre, Caroline Monnot, « 9 mai 2010 : un ancien du GUD menace des journalistes », Blog « Droite(s) extrême(s) », lemonde.fr

3. « Jeanne : microparti, maxi-profits ? », Complément d'enquête, France 2, 9 avril 2015.

4. À noter que tous les procès intentés aux auteurs de ce livre ont été gagnés par eux et leurs médias respectifs.

« *Marine est au courant de tout...* »

et questions adressées à la présidente du FN ont reçu pour toute réponse une menace de plainte. « Mme Le Pen a bien lu toutes vos questions [...]. Si publiées, ces diffamations seront systématiquement poursuivies en justice¹ », nous a écrit le directeur de communication du parti, Alain Vizier, après des mois de silence. Philippe Péninque a expliqué de son côté qu'il nous rencontrait pour avoir toutes ses chances devant le tribunal. Dans un courriel, le conseiller officieux de Marine Le Pen met en garde sur la divulgation d'éléments « couverts par le secret bancaire ou le secret des affaires² ». « Je serai très vigilant sur l'utilisation de telles informations, comptes bancaires, virements, opérations, montants », prévient-il. La contre-offensive du Front national passe aussi par la délégitimation des journalistes, qualifiés de « militants » ; salariés d'« organes de propagande anti-FN » ; « trotskistes » ; « bolcheviks ». Non sans malice, la cheffe du FN entretient toute cette mythologie dès lors qu'il s'agit de déminer des révélations trop gênantes.

Dans l'art de faire diversion, son vieil ami Frédéric Chatillon n'est pas en reste. Ce pilier de la boutique frontiste aime livrer des noms de journalistes en pâture sur sa page Facebook. Ou encore envoyer une photo de bombe insecticide en réponse à des questions écrites. Lorsque nous l'interrogeons, en 2015, sur des flux financiers suspects, le colosse de deux mètres fanfaronnait : « Concernant les 200 000 euros en cash, ça correspond à une demande de M. Plenel pour arrêter de publier des articles à mon sujet. [...] J'ai l'impression que ce n'était pas suffisant... Je suis prêt à faire une "petite" rallonge de 100 000 euros³. » Après l'envoi de nos questions, tous les membres de ce cercle sont restés aux abonnés absents – à l'exception de Philippe Péninque.

1. Courriel du 6 février 2017.

2. Courriel du 26 janvier 2017.

3. Courriel du 4 février 2015.

Avant-propos

L'argent, « le fil rouge »

Lors de la préparation de notre second entretien avec le président d'honneur du FN, en 2016, son conseiller en communication, Lorrain de Saint Affrique, nous avait avertis : « Surtout, ne parlez pas des affaires financières... » Difficile. Chez les Le Pen, comme dans l'histoire du Front national, l'argent est au centre de tout. En 2011¹, le même Lorrain de Saint Affrique le formulait d'ailleurs avec clarté : « Ne jamais oublier que le fil rouge de Le Pen, c'est l'argent. » Mais c'était quatre ans avant qu'il ne reprenne du service auprès du patriarche. La dimension financière est un élément crucial de l'essor de la « marque » FN. Les proches des Le Pen ont souvent raconté leur fascination – voire leur « obsession » – pour l'argent. « Le Pen devient fou quand il s'agit d'argent² », témoignait par exemple l'ancien imprimeur du FN, Fernand Le Rachinel, en 2011.

Ce goût pour l'argent est notre point de départ. Sans lui, le FN ne serait pas la machine hypercentralisée qu'il est devenu et aurait probablement changé de mains depuis sa création il y a quarante-cinq ans.

« Tête haute, mains blanches »

Pour l'essentiel, le financement du Front national est assuré grâce aux fonds publics – au remboursement des frais de campagnes et à une subvention annuelle de 5,5 millions d'euros. Marine Le Pen elle-même doit depuis des années

1. Pascale Nivelles, « Elle n'a rien d'une blonde », *Libération*, 15 janvier 2011.

2. Caroline Fourest, Fiammetta Venner, *Marine Le Pen*, Grasset, 2011.

« *Marine est au courant de tout... »*

l'intégralité de ses revenus à l'argent du contribuable – comme eurodéputée et conseillère régionale. Présentée aujourd'hui comme l'une des mieux placées pour être élue à la présidence de la République française, la femme politique profite avec habileté d'un créneau porteur : la dénonciation des affaires et de la corruption qui frappent notre classe politique. Décortiquer la gestion de son parti relève dès lors, selon nous, d'un travail d'intérêt général. Grâce à une centaine d'entretiens, des piles d'archives, de courriers et de documents exclusifs, nous avons pu explorer les coulisses du Front national. Les arguments marketing prennent alors une teinte ironique.

Du fameux « Système UMPS », à la « Mafia socialiste », en passant par « Escrocs, menteurs, voleurs, faites le ménage ¹ ! », Marine Le Pen n'a cessé depuis 2011 de décliner les vieux slogans poujadistes utilisés par son père en son temps : « Tous pourris » et « Sortons les sortants ». Ou encore le célèbre « Mains propres et tête haute ² », diffusé en 1993 alors que les affaires politico-financières fleurissent à gauche comme à droite – avec ce slogan, le FN bat un record, totalisant pas moins de 17 millions de tracts distribués ³. De discours en discours, elle trace le sillon, dénonçant la « corruption » et les « magouilles électorales de l'UMPS ». Pas un meeting sans que Marine Le Pen ne pointe le « clientélisme » de la « caste » des gouvernants ou la « République bananière » sous les hourras de ses sympathisants chauffés à blanc. Et, chaque fois, ou presque, la

1. Respectivement les affiches des élections cantonales, en 2011 du FN à Hénin-Beaumont, en 2008 du FNJ du Var.

2. En écho à l'opération qui se déroule en Italie en 1992, après la révélation d'un système de corruption généralisée dans les partis politiques italiens.

3. Slogan inauguré lors des élections législatives, en mars 1993. Valérie Igounet, *Les Français d'abord, Slogan et viralité du discours Front national (1972-2017)*, éditions Inculte, 2017.

Avant-propos

présidente du FN use de la même formule : « Nettoyer l'État des jouisseurs, des affairistes, des corrompus ¹. »

Les scandales et condamnations en série dans les mairies administrées par le FN dans les années 1990 ² n'ont pas entamé ce discours de chevalier blanc. « Le Front national, il faut bien le dire, apparaît comme étant celui qui est tête haute et mains propres », se félicitait la cheffe du FN en pleine affaire Cahuzac, le 4 avril 2013 ³, n'hésitant pas à évoquer sa « veste immaculée » que l'on voudrait « écla-bousser ». Les condamnations des siens ? Fadaïses : « Le Front national n'a jamais été mis en cause, Jamais. Vous entendez ? Dans aucune affaire. Jamais. »

Après le « Mains propres et tête haute » du paternel, la présidente du FN invente le « Tête haute, mains blanches », en avril 2016, alors même que plusieurs de ses proches sont embourbés dans des scandales financiers. Un an plus tard, lors du lancement de sa campagne présidentielle, à Lyon, elle dégaine une nouvelle formule-choc : « Contre la droite du fric et la gauche du fric, je suis la candidate de la France du peuple », clame-t-elle derrière son pupitre siglé... « Au nom du peuple ⁴ ».

« Je n'ai d'ascenseur à renvoyer à personne »

En 2012 déjà, Marine Le Pen se présentait comme « la voix du peuple » sur ses affiches de campagne. Une habitude dans la famille : avant elle, son père avait opté pour le slogan « Le

1. Discours à Vaiges (Mayenne), 19 septembre 2011.

2. Marine Turchi, « Le FN en ses mairies : affaires, condamnations en série et clientélisme », *Mediapart*, 20 septembre 2012.

3. LCI, 4 avril 2013.

4. Son slogan pour la campagne présidentielle, en 2017.

« *Marine est au courant de tout...* »

Pen Le Peuple », à l'occasion de l'élection de 1988. Jean-Marie Le Pen s'est beaucoup répandu sur le fait qu'il avait « connu le froid, la faim, la pauvreté » durant son enfance. Sa fille, elle, a presque réussi à faire oublier son statut d'héritière. « Je crois que ce qui fait de moi une exception dans cette campagne présidentielle, c'est que je suis une femme totalement libre », déclarait-elle lors d'un échange avec des journalistes en septembre 2016, à Fréjus. « Je n'ai d'ascenseur à renvoyer à personne. Je ne défends pas des intérêts particuliers ou des intérêts avec des puissances étrangères. Je suis même libre au niveau de mon mouvement puisque je le préside. » La candidate Marine Le Pen est-elle vraiment dispensée de « renvois d'ascenseur » ? A-t-elle les mains aussi libres qu'elle le dit ? Peut-elle réellement affirmer qu'elle ne défend pas d'« intérêts avec des puissances étrangères » ? Les emprunts contractés par le FN auprès d'organismes russes incitent au minimum à se poser ces questions.

Ce livre, fruit de plusieurs années d'enquête, révèle de nouveaux éléments attestant que la réalité n'est pas telle que Marine Le Pen le prétend. Si elle n'a pas souhaité se prêter à l'exercice du questions-réponses, d'autres l'ont fait pour elle. À commencer par son modèle en politique, le fondateur du parti. C'est ce qui nous a conduits à Montretout. Car, au Front national, les enjeux financiers ne peuvent se comprendre qu'à la lumière de l'histoire politique et familiale du clan qui tient la barre.

Pointant notre magnétophone posé sur la table basse de son bureau, le patriarche s'amuse : « Enregistrez, il en restera bien quelque-chose ¹ ! »

1. Entretien avec les auteurs, 27 octobre 2016.